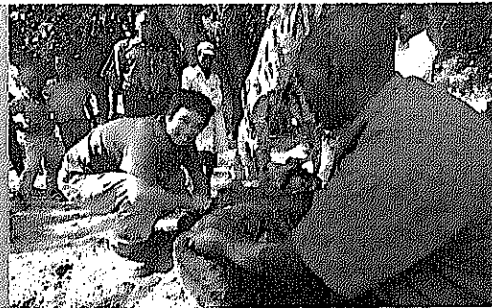


# Aperçu statistique des activités de la JICA



Un JOCV examine le bétail dans un village de Zambie. Photo : Katsumi Yoshida

## Aperçu des activités de la JICA pour l'exercice 2004

### Résultats de l'APD pour 2004

Le montant total de l'aide publique au développement (APD) japonaise pour 2004 a été de 8,92982 milliards de dollars, en comptant les apports à l'Europe centrale et orientale, aux nations émancipées de l'aide et à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). Sur ce montant, 2,89899 milliards de dollars ont été absorbés par la coopération technique, soit 32,5 % de l'APD totale du Japon. Les activités de la JICA ont représenté 1,35402 milliard de dollars, soit 46,7 % de la coopération technique japonaise. Ces chiffres correspondent à une augmentation de 1,9 % par rapport à l'année précédente pour l'ensemble de la coopération technique et à une diminution de 4,2 % pour les activités de la JICA. Le tableau 1-7 indique la ventilation des dépenses de coopération technique.

Le budget initial de la JICA pour l'exercice 2004 a été de 166,7 milliards de yens (2 % de moins que l'année précédente), dont 161,5 milliards de dons et 5,2 milliards de fonds en fiducie. La figure 1-8 indique l'évolution du budget de la JICA depuis 1974. Les programmes gérés par la JICA ont absorbé 93,6 milliards de yens (51,4 %) du budget de coopération financière non remboursable alloué au ministère des Affaires étrangères, qui s'est élevé

à 182,1 milliards de yens.

### Ventilation régionale des activités

Durant l'exercice 2004, les activités de coopération technique de la JICA ont été réparties à raison de 37,6 % pour l'Asie, 8,7 % pour le Moyen-Orient et le Maghreb, 14,1 % pour l'Afrique, 14,8 % pour l'Amérique du Nord et l'Amérique latine, 3,0 % pour l'Océanie et 2,5 % pour l'Europe. La figure 1-9 montre la répartition par région en 2003 et 2004.

### Ventilation sectorielle des activités

Durant l'exercice 2004, la répartition sectorielle des activités de coopération technique de la JICA a été de 13,8 % pour la planification et l'administration, de 14,6 % pour les travaux et les services publics, de 13,3 % pour l'agriculture, la foresterie et la pêche, de 4,6 % pour les mines et l'industrie, de 2,0 % pour l'énergie, de 2,0 % pour le commerce et le tourisme, de 13,9 % pour le développement des ressources humaines, de 9,9 % pour la santé et les soins médicaux et de 2,1 % pour le bien-être social.

Les apports de coopération financière non remboursable fournis par la JICA en 2004 ont été ventilés comme suit :

**Tableau 1-7** L'APD japonaise et les programmes de la JICA

(Unité : millions USD)

Type	Année civile	2004	2003
Aide publique au développement		8 930	8 880
Dépenses de coopération technique (APD %)		2 899 (32,5 %)	2 845 (32,0 %)
Activités de la JICA (dépenses de coopération technique %)		1 354 (46,7 %)	1 299 (45,7 %)
Ventilation des dépenses de coopération technique	Participants à une formation technique	233	237
	Experts	327	315
	Membres de missions d'étude	265	349
	Volontaires JOCV	133	132
	Fourniture d'équipements	98	100
	Autres volontaires	69	66
	Autres	229	100

Remarques : 1. Europe centrale et orientale, et pays émancipés de l'aide inclus.  
2. Les valeurs indiquées pour 2004 sont provisoires. 1 dollar = 108,1 yens (taux provisoire)

24,5 % pour les conditions de vie et l'environnement, 16,5 % pour les transports et les communications, 19,2 % pour la santé et les soins médicaux, 18,1 % pour l'agriculture, la foresterie et la pêche, et 18,3 % pour l'éducation et la recherche.

La figure 1-10 indique la répartition des dépenses par secteur pour 2003 et 2004.

### Évolution des effectifs par type de coopération

Au cours de l'exercice 2004, la JICA a accueilli 20 089 participants à des programmes de formation et envoyé 4 340 experts, 7 548 membres de missions d'étude, 1 422 volontaires japonais pour la coopération à l'étranger

(JOCV) et 457 autres volontaires à l'étranger.

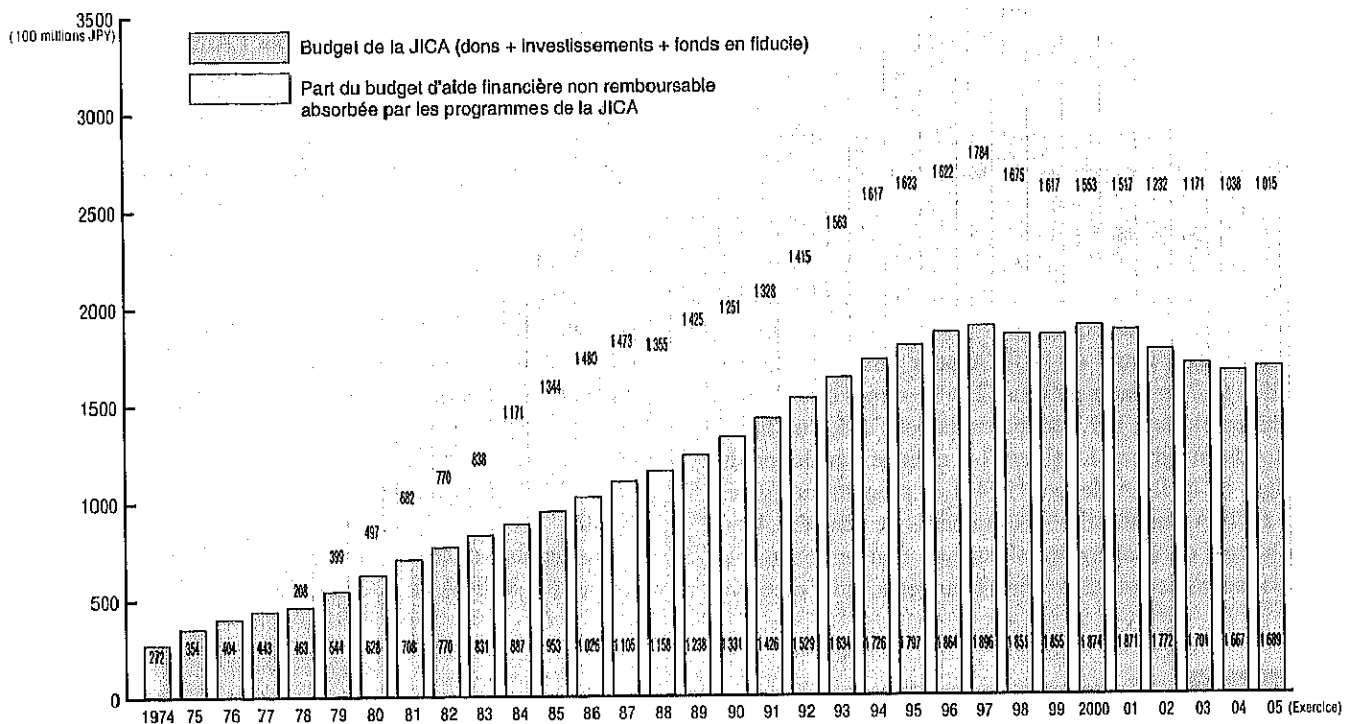
La figure 1-11 donne l'évolution des effectifs par type de coopération depuis 1983.

### Ventilation des dépenses par programme

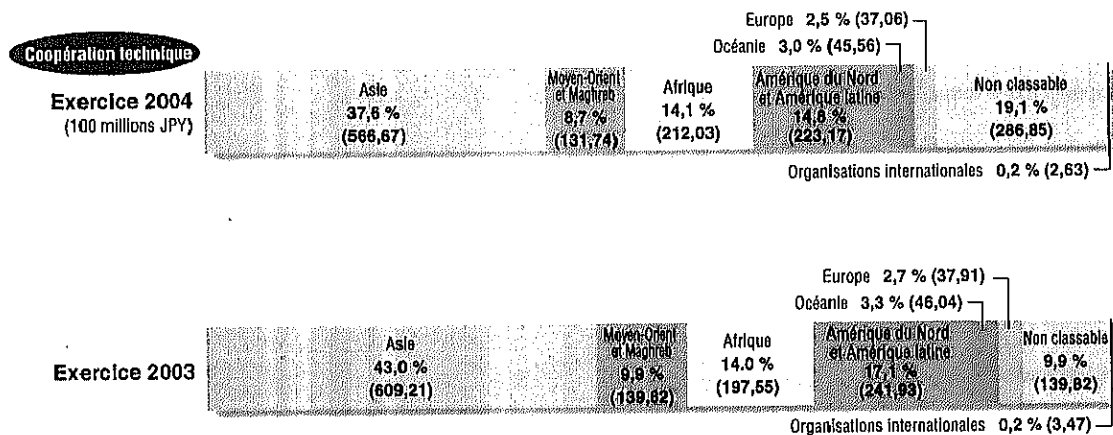
Les chiffres pour l'exercice 2004 indiquent que les plus fortes dépenses sont comptabilisées par la coopération technique, avec un montant de 82,9 milliards de yens. Selon ce critère, la participation publique à la coopération internationale arrive en deuxième position, suivie des bureaux à l'étranger (voir figure 1-12).

La figure 1-13 montre une répartition des dépenses totalisées par programme pour la période comprise entre les exercices 1954 et 2004.

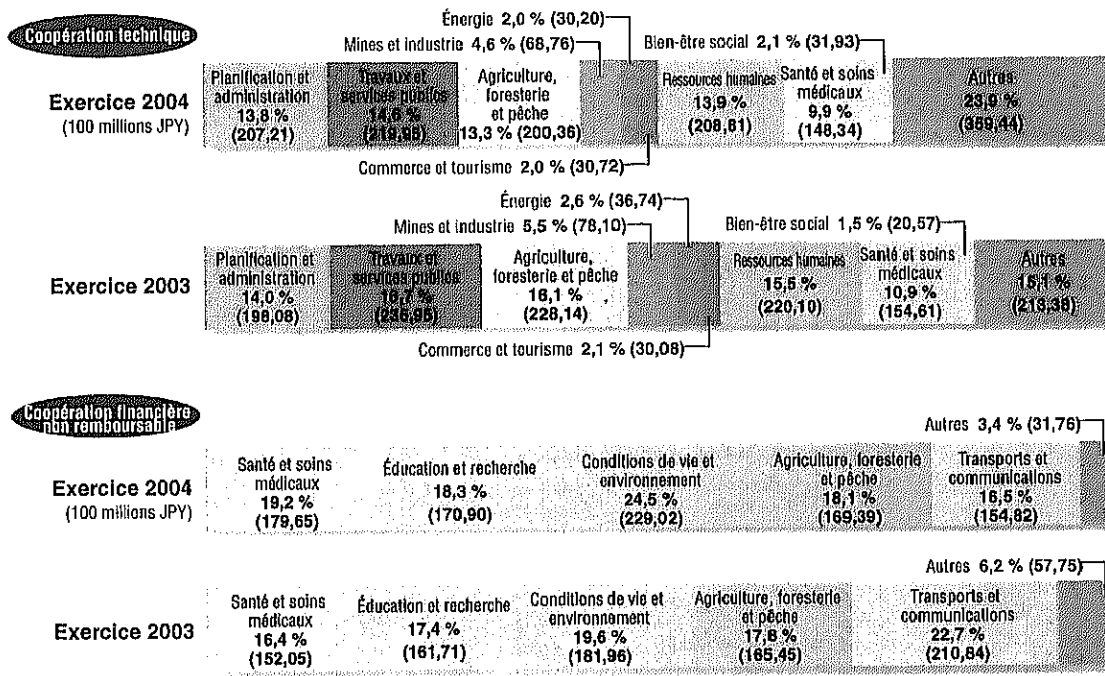
**Figure 1-8** Évolution du budget de la JICA



**Figure 1-9** Répartition des dépenses par région

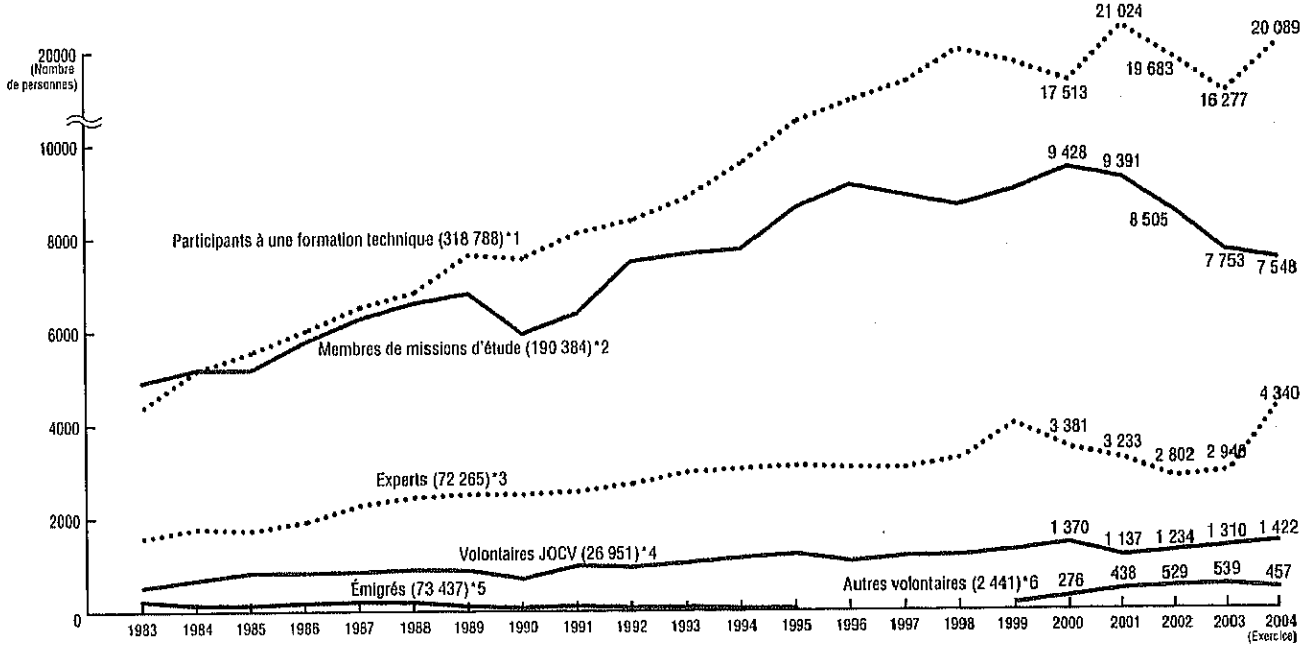


**Figure 1-10** Répartition des dépenses par secteur



Remarques : 1. Résultats provisoires des fonds affectés à la JICA (fonds général/projets généraux, fonds pour la pêche, fonds d'aide alimentaire, et fonds pour l'augmentation de la production alimentaire) pour les exercices 2003 et 2004.  
2. Activités de coopération financière non remboursable et études du plan de base réalisées par la

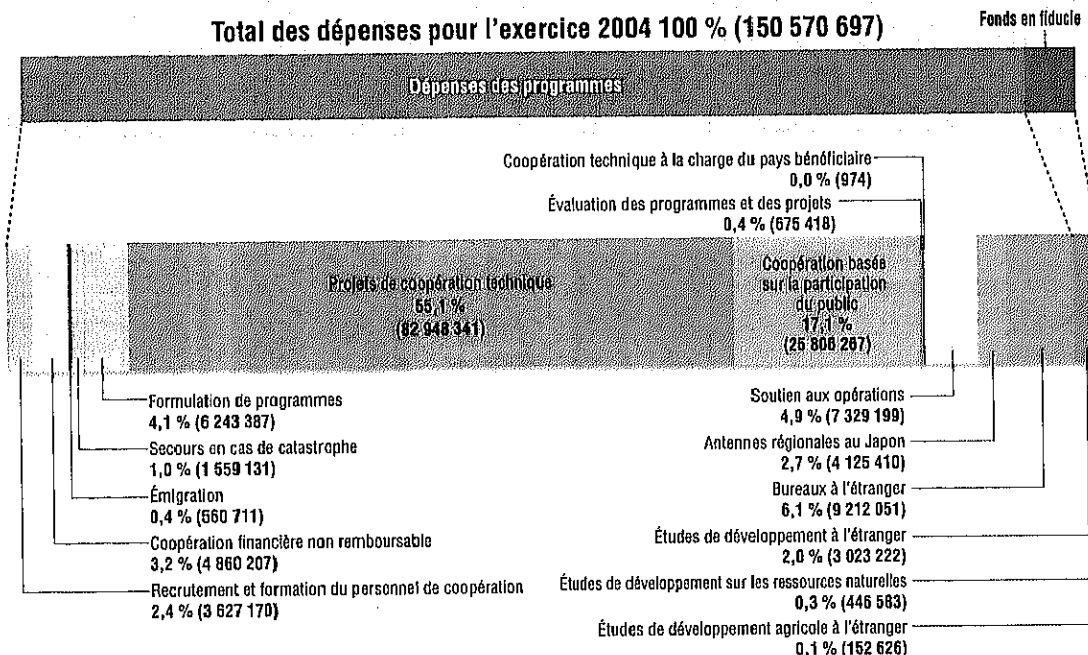
**Figure 1-11** Évolution des effectifs par type de coopération



Remarques : \*1 Total cumulé 1954-2004  
\*2 Total cumulé 1957-2004  
\*3 Total cumulé 1955-2004  
\*4 Total cumulé 1965-2004  
\*5 Total cumulé 1952-1995  
\*6 Total cumulé 1999-2004 (comprend les volontaires seniors, les volontaires des Nations unies, les volontaires seniors et autres volontaires affectés auprès des communautés japonaises à l'étranger, données qui jusqu'à l'exercice 1998 étaient réparties dans les autres totaux).

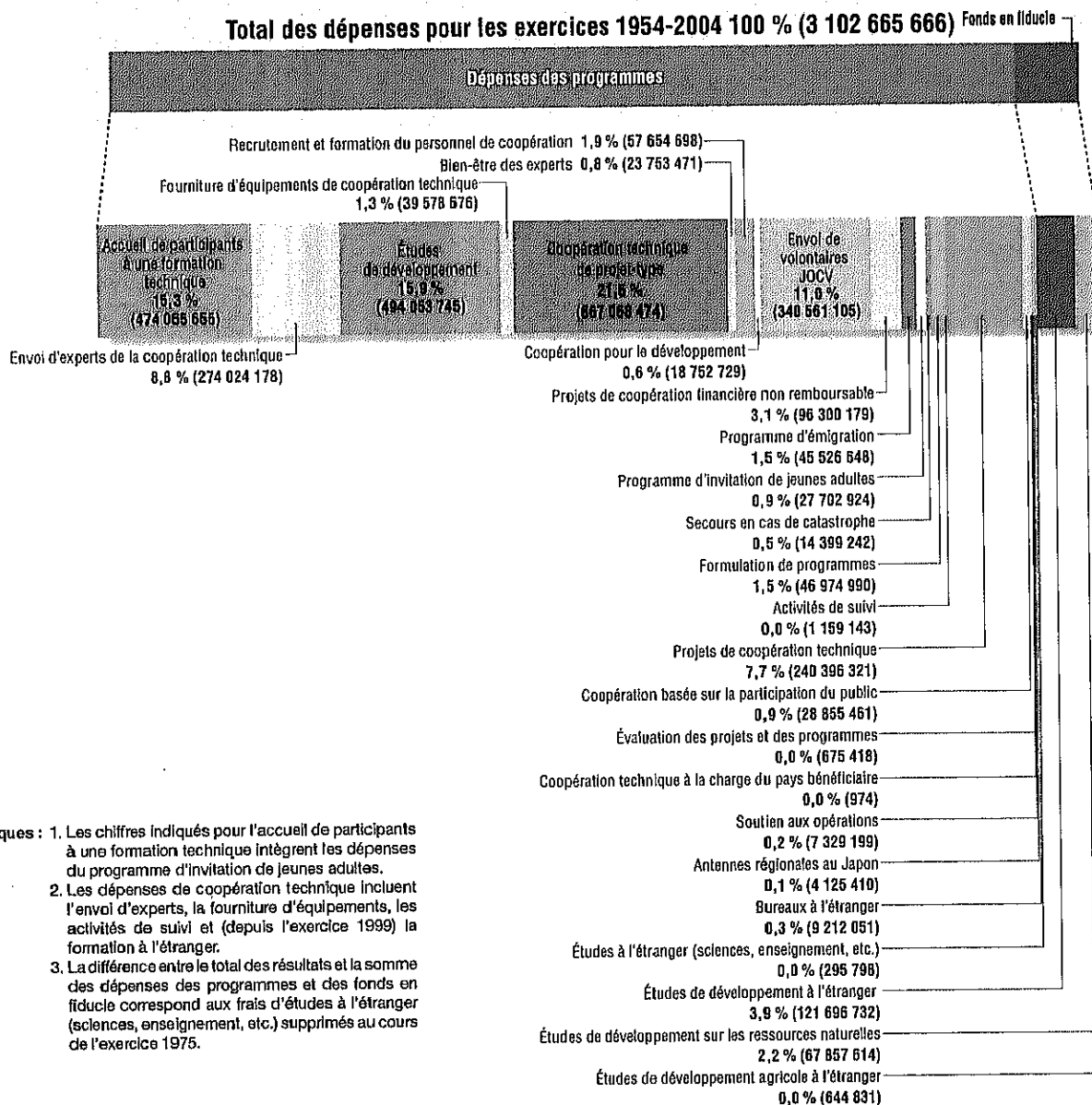
**Figure 1-12** Ventilation des dépenses par programme (exercice 2004)

(Unité : milliers JPY)



**Figure 1-13** Ventilation des dépenses cumulées par programme

(Unité : milliers JPY)





SELF INITIATED  
V.I.P. LATRINE  
BY  
MR & MRS. T.W. GONDWE  
2.003

## Partie II • Perspectives régionales

### Chapitre 1 Asie

- 1 Asie du Sud-Est ..... 36
- 2 Asie de l'Est ..... 40
- 3 Asie centrale et Transcaucasie ..... 43
- 4 Asie du Sud-Ouest ..... 46

### Chapitre 2 Moyen-Orient et Maghreb ..... 49

### Chapitre 3 Afrique ..... 52

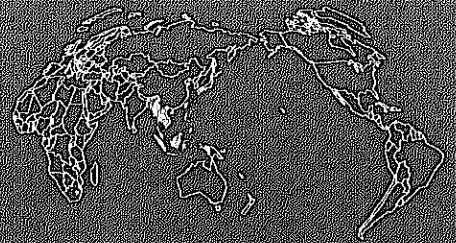
### Chapitre 4 Amérique latine

- 1 Amérique Centrale et Caraïbes ..... 57
- 2 Amérique du Sud ..... 60

### Chapitre 5 Océanie ..... 63

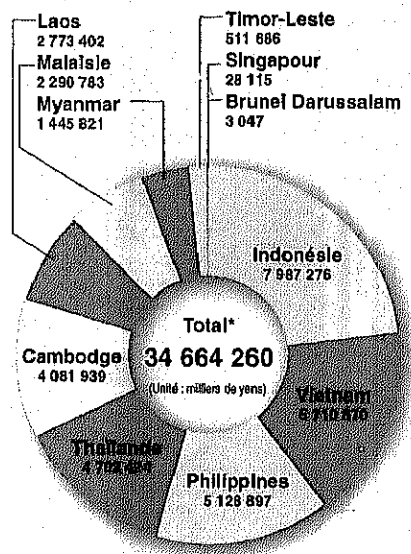
### Chapitre 6 Europe ..... 66

# Asie du Sud-Est



## Piliers de l'aide : Une coopération globale en faveur de l'intégration de l'ANASE

### Résultats de la coopération par pays (Exercice 2004)



\*Montant total de la coopération fournie aux pays mentionnés

L'Asie du Sud-Est se compose de 11 pays : les 10 États membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), à savoir l'Indonésie, le Cambodge, Singapour, la Thaïlande, les Philippines, Brunei Darussalam, le Vietnam, la Malaisie, le Myanmar et le Laos, auxquels vient s'ajouter le Timor-Leste, devenu indépendant en 2002. Couvrant une superficie de 4,497 millions de km<sup>2</sup> (soit douze fois la superficie du Japon), la région compte 530 millions d'habitants (quatre fois la population du Japon).

Située aux confins de la Chine et de l'Inde, la région fut longtemps un centre de passage et de commerce maritimes. Soumise à l'influence de la culture chinoise, indienne et islamique, elle a donné naissance à des sociétés et des cultures d'une grande diversité. À compter du XVI<sup>e</sup> siècle, la région fut sous la domination coloniale des grandes puissances mondiales, avant d'être impliquée dans la deuxième guerre mondiale puis dans la guerre froide qui en suivit. Certains pays ont connu des guerres. Des systèmes économiques et sociaux très dissemblables se sont mis en place dans ces États.

En 1967, l'Indonésie, Singapour, la Thaïlande, les Philippines et la Malaisie se sont regroupés au sein de l'ANASE, pour favoriser la croissance économique et la paix dans la région. Le Vietnam, le Laos, le Myanmar et le Cambodge les ont rejoint successivement, à partir de 1995, accélérant l'intégration. En 2000, les pays membres ont adopté l'Initiative d'intégration de l'ANASE afin de corriger les disparités régionales au sein de l'Association et

d'améliorer la compétitivité de la région.

Au cours des années, les échanges commerciaux se sont développés entre le Japon et le Sud-Est asiatique, qui entretient des relations étroites, tant sur le plan politique qu'économique et culturel. Cette région prioritaire pour le Japon étant susceptible d'avoir un impact considérable sur la sécurité et la prospérité du pays, elle a bénéficié, au cours des 50 années écoulées depuis 1954, d'une APD d'un montant total de 12 000 milliards de yens, qui a contribué de diverses manières au développement des différents pays et de la région dans son ensemble.

Pour la JICA aussi, l'ANASE constitue la première cible de la coopération. Dans la perspective de l'intégration économique et régionale de l'ANASE, la JICA assure une coopération différenciée, adaptée au degré de développement de chaque pays. Les missions suivantes ont été définies comme les quatre piliers de l'aide, pour les questions régionales communes à tous les pays de l'ANASE : (1) aide à la promotion de la croissance menée par le secteur privé et au renforcement de la compétitivité internationale ; (2) aide à la correction des disparités intra-régionales ; (3) aide à la lutte contre la pauvreté et (4) mesures contre le terrorisme et la piraterie. Après le séisme de Sumatra et le tsunami de l'océan Indien, en décembre 2004, la JICA a envoyé sur le terrain des équipes japonaises de secours d'urgence (JDR). Actuellement, l'Agence continue à mener différentes actions de coopération pour la reconstruction en Indonésie et en Thaïlande.

## État actuel du développement régional

Depuis 1997, année de l'adoption de la Vision 2020 de l'ANASE, l'Association a renforcé la coopération régionale dans tous les domaines, notamment sur le plan économique, politique, culturel et de la sécurité. En particulier, les accords de libre-échange au sein de la région ont été encouragés activement, pour favoriser l'intégration économique. En 2003, l'ANASE dans son ensemble a enregistré une croissance économique de 5 %, qui constitue une tendance stable, sans retour à une croissance négative depuis 1999.

Toutefois, il convient de résoudre les problèmes suivants pour qu'une intégration régionale puisse intervenir :

- (1) Correction des disparités régionales entre les membres fondateurs de l'ANASE, plus développés à ce jour, et les pays qui ont rejoint l'Association dans les années 1990, comme le Vietnam, le Laos, le Myanmar et le Cambodge.
- (2) Aide aux personnes vulnérables sur le plan social, dans tous les pays
- (3) Développement des infrastructures nécessaires pour aboutir à une intégration économique
- (4) Renforcement des capacités de gestion des politiques économiques

- (5) Promotion du secteur privé, y compris les petites et moyennes entreprises
- (6) Lutte contre les maladies infectieuses, et notamment la grippe aviaire
- (7) Mesures contre le terrorisme et la piraterie

Avec le développement de l'information, des télécommunications et des transports, les relations entre les pays de l'ANASE et le Japon se sont approfondies, non seulement sur le plan politique, économique et social, mais aussi sur le plan individuel. Dans le domaine de l'économie, des négociations portant sur les Accords de partenariat économique (APE) sont en cours, qui permettront de resserrer les liens économiques. Initié par la signature des APE avec Singapour en 2002, un accord de base a récemment été conclu avec la Thaïlande, puis avec les Philippines et la Malaisie. Des négociations sont en cours avec l'Indonésie. Des discussions ont également été entamées avec la région de l'ANASE dans son ensemble. Les APE scelleront les relations entre le Japon et l'Asie du Sud-Est. On peut d'ores et déjà constater que la stabilité politique et le développement économique de l'ANASE ont une incidence directe sur la sécurité et la prospérité du Japon.

L'APD japonaise a joué un rôle de taille dans le développement économique de la région. Un contexte destiné à attirer des investissements et une activité commerciale a été créé. Le développement des infrastructures socioéconomiques, l'amélioration des ressources humaines par le biais de l'aide au développement et le soutien des politiques et les systèmes mis en place ont permis de créer un contexte qui attirera des investissements et une activité commerciale. L'étude des activités de la JICA au cours de l'exercice 2004 révèle que le plus important bénéficiaire de l'ensemble de la coopération est l'Asie du Sud-Est. La JICA, pour qui l'aide à l'intégration de l'ANASE constitue une priorité, a identifié quatre piliers de l'aide,

communs à tous les pays de l'ANASE : (1) aide destinée à promouvoir la croissance conduite par le secteur privé et à améliorer la compétitivité internationale ; (2) aide à la correction des disparités intra-régionales ; (3) aide à la lutte contre la pauvreté et (4) mesures contre le terrorisme et la piraterie. La JICA s'appuiera sur ces piliers pour poursuivre la coopération, de manière adaptée au niveau de revenu et aux progrès de l'économie de marché dans les différents pays, et aussi à l'historique et aux résultats passés de la coopération, tout en respectant un équilibre entre la croissance économique durable et la lutte contre la pauvreté.

## Questions prioritaires dans les projets de la JICA

### Encourager la croissance menée par le secteur privé et renforcer la compétitivité internationale .....

Les questions principales auxquelles l'ANASE est confrontée aujourd'hui en matière de développement sont le développement économique durable dans les différents pays et l'encouragement des partenariats économiques. Les cinq pays fondateurs de l'ANASE doivent renforcer les capacités de gestion des politiques économiques, réformer la gestion des affaires publiques et promouvoir les partenariats économiques, tant au sein de la région qu'avec l'extérieur. Les quatre pays qui ont adhéré à l'ANASE dans les années 1990, parmi lesquels le Vietnam, le Laos et le Cambodge, doivent accélérer le processus d'intégration de l'ANASE en poursuivant en souplesse le développement du secteur industriel, des ressources humaines dans l'industrie et des infrastructures et institutions économiques. L'aide fournie à ces pays a pour objectif de créer des relations économiques stables avec toute la région de l'ANASE, prioritaire pour le Japon en terme de mobilité des investissements et des personnes.

Par conséquent, la JICA considère que le soutien apporté à la promotion de la croissance conduite par le secteur privé et à l'amélioration de la compétitivité internationale constitue le pilier fondamental de l'aide au sein de l'ANASE. Concrètement, la JICA assure une coopération qui met l'accent sur le renforcement des capacités de gestion des politiques économiques, la promotion du secteur privé et notamment des petites et moyennes entreprises, le développement de ressources humaines pour le secteur industriel, le développement d'infrastructures économiques, le développement des institutions, la réforme et l'amélioration de la gestion des affaires publiques, et le renforcement de partenariats économiques.

Ainsi, pour assister le processus de réforme en Indonésie sur le plan des politiques mises en œuvre, la JICA a lancé en mars 2002 le programme de soutien à la politique économique, suite à un accord conclu entre dirigeants japonais et indonésiens. Dans le cadre de ce programme, des experts se sont réunis six fois à Jakarta et trois fois à Tokyo, pour formuler des recommandations de politiques au gouvernement indonésien. Les activités du programme reposent essentiellement sur un dialogue entre experts japonais et hauts fonctionnaires indonésiens sur les politiques à mettre en œuvre, comprenant des études sur ces politiques. Il en a résulté des recommandations importantes sur des questions cruciales, comme la méthode du remboursement des obligations d'État et la gradation du programme de prêts du FMI dans les délais. Des organisations internationales comme le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque

mondiale suivent de près ces efforts, qui constituent un nouvel exemple réussi de l'aide intellectuelle fournie par le Japon. Temps fort du programme, le Séminaire 2004 de Tokyo sur l'Indonésie, auquel ont participé des personnes concernées venues du Japon et d'Indonésie, s'est tenu en août 2004. Des questions de politique fondamentales y ont été abordées, comme la décentralisation ; la macro-économie et la gestion budgétaire ; la réforme du secteur financier ; le commerce, les investissements directs et l'intégration économique ; la promotion des petites et moyennes entreprises. Des échanges de points de vue ont eu lieu sur le cours des réformes et sur les méthodes de gestion des politiques à mettre en œuvre.

Le Vietnam a réalisé une transition vers l'économie de marché tout en pratiquant une politique d'ouverture. Toutefois, le faible développement du système juridique et des problèmes dans l'application des lois sont venus entraver ce processus. En réponse à une demande exprimée par le Vietnam, la JICA a lancé en 1996 le programme fondamental de soutien aux politiques prioritaires (coopération technique du Japon dans les domaines juridique et judiciaire, phase 3). Depuis, l'Agence a coopéré à la formulation de plusieurs avant-projets de loi et à la formation de juristes, en détachant des experts et en formant le personnel judiciaire. En résultat, un code de procédure civile et des lois sur les faillites ont été promulgués en juin 2004. Un groupe d'étude conjoint a été constitué au sein du ministère de la Justice vietnamien, pour travailler sur l'amendement du droit civil. Des chercheurs et des experts japonais ont formulé des recommandations sur les projets d'amendement du code civil. Par ailleurs, ils ont dispensé des formations et organisé des ateliers locaux. Finalement, le code civil amendé a été adopté par le parlement vietnamien en mai 2005.

### Corriger les disparités intra-régionales .....

Pour que l'intégration de l'ANASE puisse devenir une réalité, il convient d'accroître le niveau de développement des quatre pays qui ont adhéré à l'Association dans les années 1990. Le bassin fluvial du Mékong est en cours de développement, dans le cadre d'un projet régional concernant les pays baignés par le fleuve – Vietnam, Cambodge, Myanmar et Laos – auxquels s'ajoutent la Thaïlande et la province du Yunnan en Chine. La JICA est impliquée dans ce programme sous différentes formes.

Au Cambodge, l'autoroute transasiatique, ou Route 1, est en cours de construction, avec l'aide de la Banque asiatique de développement et d'une coopération financière non remboursable du Japon. Cet axe est-ouest relie Phnom Penh et Hô Chi Minh-Ville.

La JICA a réalisé l'étude de construction du deuxième

pont sur le Mékong dans la république démocratique populaire Lao et le royaume de Thaïlande, nécessaire à la construction d'un ouvrage là où la Route 1 enjambe le Mékong. Au Vietnam, la JICA a réalisé une étude du plan détaillé de la construction des terminaux internationaux du port de Cai Mép-Thi Vai, qui devrait faire office de plaque tournante dans le sud. Par ailleurs, la JICA coopèrera au projet de réseau autoroutier national à Luang Prabang, inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO, et au développement de ports au Cambodge.

L'Initiative pour l'intégration de l'ANASE définit le développement des ressources humaines comme un enjeu prioritaire, au même titre que le développement des technologies et des infrastructures d'information et de communication. Dans ce domaine, la JICA encourage activement la coopération avec les quatre derniers États adhérents, conjointement avec les membres fondateurs de l'ANASE, plus développés, qui sont unis au Japon par une longue coopération. Ainsi par exemple, à Singapour, la JICA assure des formations pour les quatre pays du bassin fluvial du Mékong afin de leur transférer des savoir-faire qui favoriseront la croissance économique et qui amélioreront leur compétitivité internationale, comme la promotion des petites et moyennes entreprises, le développement des marchés de valeurs mobilières, et les incitations à la création d'entreprises. Par ailleurs, aux Philippines, une formation dans le secteur du contrôle aérien est assurée pour le Cambodge. En Malaisie, des formations sont dispensées pour le Vietnam dans le domaine des vaccinations, ainsi que des formations pour le personnel soignant du Cambodge. Ainsi, un soutien précis, adapté aux besoins spécifiques des différents pays, est assuré.

### Réduire la pauvreté dans la perspective de la sécurité humaine

Pour l'intégration de l'ANASE, la lutte contre la pauvreté est un enjeu aussi important que la mise à niveau des quatre derniers adhérents. En dépit du développement remarquable de l'ANASE, 15 millions d'Indonésiens, 10

millions de Philippins et environ 20 % de la population du Cambodge et du Laos vivent dans des conditions de pauvreté absolue (avec moins d'un dollar par jour). Tous les pays s'attachent activement à mettre en œuvre des mesures destinées à améliorer le niveau de vie des plus démunis. L'Indonésie, par exemple, encourage la décentralisation. Son système juridique et son administration sont en cours de réforme, avec le concours des populations locales. La JICA poursuivra sa coopération, à la mesure des progrès réalisés par les différents pays.

Plus précisément, les projets mis en œuvre par la JICA pour toucher directement les populations de la région comprennent : le projet de développement et d'amélioration de l'éducation au niveau régional (Indonésie), qui porte sur le renforcement des capacités administratives dans le domaine de l'éducation des populations locales et des autorités locales, dans le cadre du soutien apporté à l'amélioration de l'éducation de base ; le projet de gestion forestière et de soutien communautaire (Laos), destiné à préserver les ressources forestières et à consolider un commerce agricole durable dans les régions rurales ; et le projet de santé génésique dans la province du Nghe An (Vietnam), qui améliore les services de santé dans les régions rurales en renforçant l'administration des services liés à la maternité, faisant de la province du Nghe An une région pilote. Située dans la partie Nord du Vietnam, cette région connaît une pénurie de sage-femmes. À l'avenir, la JICA prévoit d'assurer une coopération pour les populations indigènes du Nord-Est du Cambodge et pour l'amélioration des conditions de vie des habitants de l'État Karen au Myanmar.

### Apporter une réponse régionale aux problèmes mondiaux

L'Asie du Sud-Est connaît des problèmes qui doivent être résolus à l'échelle régionale, comme la lutte contre le terrorisme et la piraterie, la lutte contre les maladies infectieuses, la protection de l'environnement, la lutte contre la drogue, la consolidation de la paix et la reconstruction, la remise en état et la reconstruction après le séisme et le

## Sur le Terrain Philippines Programme de soutien pour la paix et la stabilité dans le Mindanao

### Un espoir pour les populations touchées par les conflits

#### Les victimes des conflits touchés par la pauvreté vivent dans l'incertitude

La région du Mindanao musulman, située à l'extrémité méridionale des îles Mindanao, aux Philippines, connaît de mauvaises conditions de sécurité, qui viennent s'ajouter à l'instabilité politique, à la stagnation économique et la pauvreté absolue. Le revenu des populations locales s'élève à un tiers de la moyenne nationale, et les indicateurs portant sur l'accès à des services de base, comme l'eau, l'électricité et les installations sanitaires, sont inférieurs de moitié à la moyenne nationale. Pour améliorer la paix et la sécurité dans la région, la JICA a lancé en 2003 une aide de grande envergure et l'Agence assure actuellement une coopération dans divers domaines, comme l'agriculture, la santé et le renforcement des capacités administratives.

Les conflits qui ont touché la région du Mindanao musulman pendant plus de deux décennies ont entraîné une stagnation de l'économie, une défiance

à l'égard des autres groupes ethniques et un recours à la violence, privant les populations de tout espoir. Les enfants, les femmes et toutes les personnes blessées lors des conflits vivent dans des conditions particulièrement difficiles.

#### Consolider la paix et la sécurité humaine

En coopération avec des ONG qui mènent des activités au niveau local, la JICA met en œuvre les projets suivants : (1) projet de suivi des enfants touchés par les conflits et victimes de traumatismes ; (2) projet d'approvisionnement en eau des populations indigènes ; (3) alphabétisation et formation professionnelle pour les femmes ; (4) promotion de l'intégration sociale des personnes handicapées et (5) amélioration des moyens de subsistance des groupes minoritaires vivant sur des îles isolées. Dans le cadre du projet promotion des capacités communautaires pour la prise en charge des enfants touchés par les conflits

dans le Mindanao central, un membre d'une ONG locale a constitué un groupe de bénévoles composé d'habitants de la région, pour assurer l'éducation manuelle notamment l'artisanat. Préoccupée de voir les enfants traumatisés se faire enrôler comme soldats, l'équipe de l'ONG interpelle les enfants et les jeunes avec le slogan suivant : « Des bras pour embrasser vos amis, votre famille et vos voisins, pas pour tenir des fusils et pour vous battre ». En mars 2005, presque 800 femmes avaient suivi des cours d'alphabétisation dans le Mindanao dans le cadre du programme PEACE. Si l'apprentissage de la lecture est bien évidemment important en soi pour elles, on compte aussi sur ces femmes pour expliquer aux enfants et aux voisins l'importance de l'éducation, lorsqu'elles seront de retour chez elles, et pour participer activement aux initiatives de développement rural lancées par les populations locales.

(Bureau de la JICA aux Philippines)



tsunami, la prévention des catastrophes naturelles, comme par exemple la constitution de systèmes d'alerte précoce au tsunami. Au même titre que la pauvreté, ces questions sont susceptibles d'entraver l'intégration de l'ANASE.

Concernant les stupéfiants, par exemple, l'afflux de drogues venant de pays voisins, la fabrication illégale et le trafic de stupéfiants dans le pays commencent à poser de sérieux problèmes sociaux au Cambodge, constituant une menace de taille pour la sécurité du pays. Pour lutter contre ces problèmes, la JICA encourage les campagnes d'information, menées par des administrateurs et des personnes chargées de la lutte anti-drogue pour enrayer l'usage de stupéfiants et elle anime des formations et des séminaires destinés à améliorer les capacités de lutte contre la criminalité liée aux stupéfiants.

L'enlèvement du capitaine japonais d'un remorqueur, avec d'autres membres de l'équipe, par des pirates, dans le détroit de Malacca, en mars 2005, est encore présent dans toutes les mémoires. Concernant la criminalité dépassant les frontières nationales, comme la piraterie, la JICA formulera un plan directeur sur les mesures à prendre, elle participera au développement des lois sur l'extradition des prévenus et elle proposera des formations au personnel chargé de la lutte contre la drogue.

Pour la JICA, la protection de l'environnement constitue l'un des domaines prioritaires de la coopération. Ainsi, l'Agence assure un échange d'informations et de méthodes de gestion entre le programme de coopération technique pour la conservation de la biodiversité et des écosystèmes dans le Sabah, en Malaisie, et le projet de préservation de

la biodiversité, dans le parc national de Gunung Halimun, en Indonésie, pour que les résultats obtenus grâce au programme de Bornéo puissent être appliqués dans tous les parcs nationaux d'Indonésie. La JICA a également assuré une coopération dans le domaine de la maîtrise de la pollution atmosphérique et dans celui du traitement des déchets ménagers et industriels dans de nombreux pays.

Les maladies infectieuses, et notamment la grippe aviaire, demeurent un sujet de préoccupation constant. Pour lutter contre les maladies infectieuses apparues récemment, la JICA appuie le développement des ressources humaines de laboratoires pratiquant le diagnostic de ces maladies (au Vietnam). La JICA prépare aussi activement la lutte contre les maladies infectieuses qui font leur réapparition, comme la polio.

Dans le domaine de l'aide à la reconstruction après le gigantesque séisme de Sumatra et le tsunami de l'océan Indien\*, la JICA assure une coopération dans la reconstruction locale, le redéveloppement des services administratifs et sociaux, et la reprise économique de la province d'Aceh et de l'île de Nias, en Indonésie. L'Agence coopère également à la création de systèmes de prévention des catastrophes naturelles et d'évacuation, ainsi qu'à des campagnes d'information du public en Thaïlande. En outre, la JICA poursuivra une coopération rapide et efficace, comme par exemple la formation pour la création d'un système d'alerte précoce au tsunami dans tout l'océan Indien, qui recouvre l'Asie du Sud-Ouest et l'Afrique.

\*Voir dossier (p. 10-13) pour en savoir davantage

## Sur le Terrain Thaïlande Centre de perfectionnement Asie-Pacifique sur l'invalidité

### De la Thaïlande à la région – Le développement social par les personnes handicapées

#### Autonomisation des personnes handicapées et sécurité humaine

Dans la région Asie-Pacifique, environ 300 millions de personnes, vivant pour la plupart dans des pays en développement, souffrent d'un handicap physique, visuel, auditif, intellectuel ou mental. Bien que la situation se soit améliorée récemment dans beaucoup de pays en développement, quantité d'individus souffrent encore de discriminations et de la pauvreté, exclus des activités sociales et économiques de la communauté. Leurs besoins essentiels ne sont pas assouvis, et même leur dignité est bafouée.

Ce projet vise à améliorer la situation par une approche directe et locale des populations, y compris des personnes handicapées elles-mêmes, qui viendra s'ajouter à une approche au niveau politique, en coopération avec des ONG, par exemple des organismes locaux travaillant avec des personnes handicapées et des agences internationales. L'aspect le plus original de ce projet réside dans l'emphase mise sur l'autonomisation des personnes handicapées devenant acteurs du développement à venir, au lieu d'être considérées comme de simples bénéficiaires de l'aide. Pour bâtir une société dans laquelle tous les êtres humains pourront vivre sereinement, on compte sur les personnes handicapées rendues autonomes grâce au projet pour coopérer avec d'autres habitants de la région afin d'abolir activement

les obstacles qui s'opposent à leur intégration à la société, comme les discriminations et les préjugés, mais aussi les problèmes rencontrés dans les bâtiments, les transports, l'information, les institutions et la législation.

Ce projet incarne parfaitement la notion de sécurité humaine : en mettant l'accent sur l'individu, il permet de rendre les personnes handicapées autonomes pour qu'elles puissent se protéger et il les aide à s'organiser elles-mêmes et à constituer des groupes d'auto-assistance, qui viendront à terme se conjuguer aux efforts de l'Etat et faciliter l'évolution de la société, sur des bases solides.

#### Auto-assistance des personnes handicapées et coopération Sud-Sud

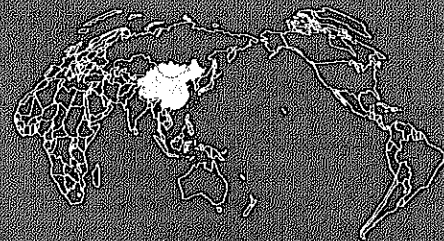
Après avoir étudié les candidatures de différents pays susceptibles d'accueillir son centre de coopération, dans le cadre de la Décennie Asie-Pacifique pour les handicapés lancée en 1993 – et adoptée par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) –, la JICA a retenu celle de la Thaïlande, un pays où des individus s'engagent activement pour la cause des personnes handicapées, et où différentes ONG soutiennent cette action au niveau local.

Forts de la conviction que les personnes handicapées des pays en développement savent mieux que quiconque quel soutien il convient d'apporter aux personnes handicapées

dans les pays en développement, les experts chargés de projets et leurs homologues sont des acteurs particulièrement dynamiques de la collaboration menée depuis août 2002 avec les représentants locaux des personnes handicapées. A ce jour, ils ont rencontré les autorités nationales et des ONG de plus de 26 pays en développement, pour tirer profit de leur réseau relationnel, de leurs informations et de leur savoir-faire. Ils ont également développé et renforcé ces atouts précieux par le biais d'actions de formations, et ils ont constitué des réseaux entre les agences connexes par le biais d'activités de soutien de l'information. Ainsi, des stages de formation sont assurés, sur le thème de l'autonomie et sur la constitution de groupes d'auto-assistance au niveau local, en s'appuyant sur le savoir-faire provenant des personnes handicapées elles-mêmes. La plupart de ces formations sont assurées par des personnes handicapées et par des acteurs disposant d'une bonne expérience de cette question dans les pays en développement. Pour préparer l'achèvement du projet en 2007, les anciens stagiaires bénéficieront d'un suivi et tous les acteurs impliqués s'efforcent d'encourager encore les activités de soutien menées au niveau local pour les personnes handicapées dans les différents pays.

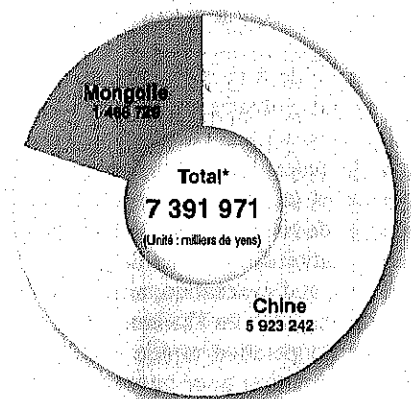
(Bureau de la JICA en Thaïlande)

# Asie de l'Est



## Piliers de l'aide Réexamen de l'aide à la Chine et de la coopération technique en Mongolie

### Résultats de la coopération par pays (Exercice 2004)



\*Montant total de la coopération fournie aux pays mentionnés

Depuis que la Chine a engagé une politique d'ouverture et de réforme, à la fin des années 1970, le Japon contribue de manière substantielle à ses efforts de modernisation. Il considère en effet qu'une croissance stable de l'économie chinoise va dans le sens de ses propres intérêts. Les politiques d'aide à la Chine ont été revues récemment pour les raisons suivantes : (1) la Chine ayant connu une accélération de sa croissance et une évolution de ses structures socioéconomiques, les besoins en matière d'aide ne sont plus les mêmes et (2) la récession économique qui touche durablement le Japon l'oblige à réduire le volume total de son APD. Pour cela, le ministère japonais des Affaires étrangères a lancé en octobre 2001 le Plan de coopération économique en faveur de la Chine.

Conformément à ce plan, la JICA met en œuvre une coopération technique en se concentrant sur les quatre priorités suivantes, tout en s'intéressant au soutien qu'apporte le Japon aux activités effectuées par le secteur privé et aux progrès de la coopération multilatérale.

1) Coopération destinée à résoudre les problèmes environnementaux et d'autres questions de portée mondiale

- 2) Appui aux politiques de réforme et d'ouverture
- 3) Promotion de la compréhension mutuelle
- 4) Contribution à la réduction de la pauvreté

La dissolution du COMECON, en 1991, a précipité l'économie mongole dans le chaos. Toutefois, depuis 1995, la situation s'est progressivement rétablie, grâce à des politiques de stabilisation économique rigoureuses et à l'aide de divers pays, comme le Japon. Le soutien apporté à la Mongolie, qui entame sa transition vers une économie de marché, repose sur le programme japonais d'aide par pays en faveur de la Mongolie, lancé par le ministère des Affaires étrangères en novembre 2004. La coopération de la JICA est mise en œuvre conformément à ce programme, qui a identifié les quatre priorités suivantes.

- 1) Soutien à la création des institutions et au développement des ressources humaines nécessaires à la transition vers une économie de marché
- 2) Soutien au développement rural
- 3) Soutien à la protection de l'environnement
- 4) Soutien au développement des infrastructures nécessaires à l'activité économique

## État actuel du développement régional

### Chine - En dépit du développement économique, des problèmes subsistent

La Chine a réussi à maintenir durablement une croissance économique élevée, avec un taux de croissance réel moyen de plus de 9 % par an au cours des vingt dernières années. Le PIB réel par habitant, qui était de 225 dollars en 1978, a dépassé en 2003 le seuil des 1 000 dollars, atteignant 1 090 dollars. En décembre 2001, la Chine a adhéré à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), et depuis, sa place dans l'économie mondiale a



Plantations destinées à prévenir les catastrophes naturelles provoquées par les glissements de terrain (projet de reboisement modèle au Sichuan en Chine)

considérablement augmenté. Le volume total des échanges commerciaux de la Chine a doublé depuis son adhésion à l'OMC (s'élevant à environ 1 100 milliards de dollars), ce qui l'a placée, en 2004, au troisième rang mondial, après les États-Unis et l'Allemagne.

Parallèlement, la Chine connaît divers problèmes, comme la pollution, le manque de ressources et d'énergie, et le creusement des disparités économiques entre régions et entre catégories sociales. Le rapport d'évaluation sur l'avancement des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) présenté par le représentant permanent de la république populaire de Chine aux Nations unies en 2003 indique que les objectifs fixés risquent de ne pas être atteints en matière de lutte contre les maladies infectieuses, comme le VIH/sida et la tuberculose, de protection de l'environnement, et de l'égalité des sexes dans les perspectives d'éducation. À long terme, ces problèmes peuvent nuire à la stabilité sociale du pays et avoir une incidence négative sur les pays voisins. Par conséquent, des mesures s'imposent pour y remédier.

### Mongolie - Achèvement des préparatifs pour la transition vers une économie de marché

Alors que le taux de croissance annuel moyen du PIB de la Mongolie était de 2,7 % entre 1995 et 2002, il a augmenté pour passer à 5,5 % en 2003 avant de

faire un bond à 10,6 % en 2004. Cette évolution a incité les organisations internationales et les pays donateurs à reconnaître que les préparatifs des réformes pour la transition vers une économie de marché étaient achevés.

Si la situation macroéconomique est réjouissante, les tendances dans les domaines financier et commercial le sont beaucoup moins. Par ailleurs, presque 40 % de la population vit dans des conditions de pauvreté absolue (moins de 1 dollar par jour), et l'écart entre les riches et les pauvres s'est considérablement creusé. Les disparités régionales entre la capitale et les régions rurales, qui se sont renforcées, doivent être atténuées. De plus, il convient de trouver de manière urgente des solutions à divers problèmes, comme la création et le développement de services dans les infrastructures économiques (transport, circulation, etc.) et sociales (éducation, santé, etc.) tant sur le plan qualitatif que quantitatif, la création des institutions nécessaires à une économie de marché, et le développement des ressources humaines travaillant dans ces institutions.



Puits construit dans le cadre d'une étude de la JICA. La JICA a formulé un plan de renforcement de la lutte contre le surpâturage, l'une des causes des dommages provoqués par le dzud (neige dure couvrant les prairies) en Mongolie. Photo : Keishiro Imamura

## Questions prioritaires dans les projets de la JICA

### Chine – Mettre à profit les connaissances et l'expérience du Japon en matière de coopération avec la communauté internationale

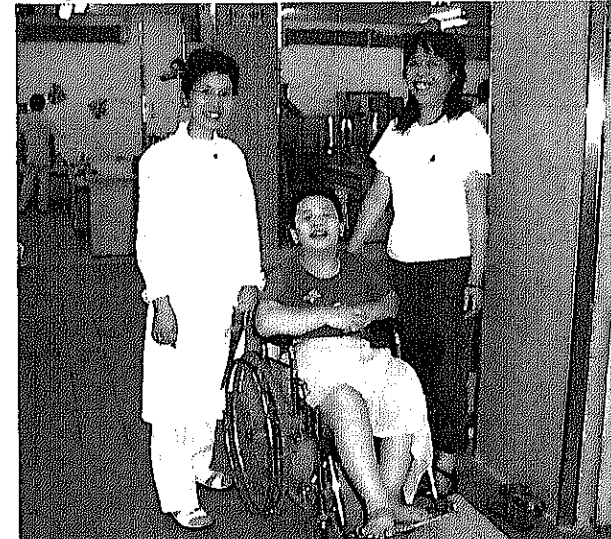
Tout d'abord, les questions d'environnement et la propagation des maladies infectieuses posent toujours de réels problèmes en Chine, susceptibles de s'étendre au-delà des frontières du pays pour toucher le Japon. Pour apporter des solutions à ces problèmes, la coopération de la communauté internationale s'impose. Dans le domaine de l'environnement, la JICA met en œuvre des mesures contre les pluies acides et les tempêtes de sable jaune, mais elle appuie aussi des mesures destinées à prévenir le réchauffement de la planète et elle apporte un soutien politique et technique à la promotion d'une économie circulaire. La JICA s'implique également dans la protection et la remise en état des écosystèmes, le développement des ressources humaines nécessaires à une exploitation durable des ressources en eau, la planification et le développement technologique. Pour ce qui concerne les maladies infectieuses, la JICA, forte de son expérience dans l'éradication de la poliomyélite en Chine, s'engage dans la lutte contre la tuberculose, le VIH/sida et l'épidémie de SRAS, en coopération avec l'Organisation

mondiale de la santé (OMS).

Ensuite, pour soutenir les activités du secteur privé japonais, la création d'une économie de marché conforme aux règles internationales s'impose. La JICA coopère aux efforts de la Chine dans ce sens. Plus précisément, l'Agence apporte son soutien au développement d'une législation relative à l'économie et aux entreprises, elle expose l'expérience du Japon ainsi que la situation actuelle du pays, et elle contribue au développement des ressources humaines nécessaire à la création et à la mise en place de structures fiscales, de protections des droits de propriété intellectuelle, ainsi que de normes, notamment techniques, conformes au droit international.

Troisièmement, la compréhension mutuelle entre les citoyens des deux pays est essentielle à l'instauration de bonnes relations à long terme. La JICA s'efforce de multiplier les occasions, pour les populations des deux pays, d'avoir des contacts directs et d'améliorer la compréhension mutuelle de la culture et de la société de l'autre, à différents égards, par le biais de l'envoi de volontaires, de l'encouragement d'échanges entre les administrations locales des deux pays, le programme d'invitation de jeunes adultes et la formation de jeunes cadres au Japon.

Enfin, l'accroissement des disparités économiques entre les régions côtières et intérieures d'une part, les zones urbaines et rurales d'autre part constitue un problème susceptible d'entraver le bon développement socioéconomique de la Chine, tout comme l'existence d'une catégorie de personnes vulnérables sur le plan social et économique. Le Japon ne saurait ignorer ces problèmes. C'est pourquoi, dans les domaines où l'expérience et la technologie japonaises peuvent se révéler précieuses, la JICA apporte son soutien à l'établissement de plans d'aménagement régionaux et de systèmes destinés à corriger les disparités régionales, au développement des ressources humaines chargées de la mise en œuvre de ces dispositifs, et à la création de systèmes d'aide sociale.



Formation de professionnels de la rééducation, une spécialité très demandée (développement de ressources humaines pour les professionnels de la réadaptation en Chine)

### Mongolie – Vers la croissance économique et la correction des disparités

La Mongolie a achevé le processus destiné à jeter les bases de réformes pour une transition vers une économie de marché. Une croissance économique stable est essentielle pour l'avenir du pays. En attendant, la JICA poursuivra



Les gheers s'étendent dans la banlieue d'Oulan-Bator, en Mongolie. Ces tentes abritent des populations que le dzud a contraint à abandonner l'élevage et qui sont venues chercher du travail dans la région métropolitaine. Photo : Kenshiro Imamura

son aide dans le domaine de l'éducation, en mettant l'accent sur l'éducation de base, essentiellement pour développer les ressources humaines dans l'administration, notamment dans les services fiscaux, amenés à jouer un rôle fondamental pour l'avenir du pays. Afin de dynamiser le secteur privé, qui représente 80 % du PIB, la JICA accorde également une importance particulière au développement d'institutions chargées de l'application des lois, afin de favoriser l'activité économique, et au développement des

frontières pour toucher les pays voisins et la pollution de l'eau et de l'air.

Enfin, le développement des infrastructures constitue la base de la croissance économique de la Mongolie. Outre les efforts entrepris dans le domaine des infrastructures directement liées à la vie des populations, la JICA s'engage aussi dans la construction d'infrastructures de transport, étroitement liées au tourisme et à l'exploitation des ressources souterraines.

ressources humaines pour le secteur privé, avec l'aide du Centre Japon-Mongolie pour le développement des ressources humaines.

Deuxièmement, sur le plan du développement local, la JICA s'engage en faveur de la correction des disparités entre les zones rurales et la capitale, en encourageant les industries locales et en développant les infrastructures et les institutions sociales, sans oublier de renforcer et de soutenir le secteur de l'agriculture et de l'élevage, qui occupe une place essentielle dans l'économie du pays.

Troisièmement, la protection de l'environnement est encouragée, notamment par le biais de programmes concernant la gestion des déchets solides dans les zones urbaines, les tempêtes de sable jaune qui s'étendent au-delà des

## Sur le Terrain

### Mongolie Quatrième centrale thermique à Oulan-Bator

Une contribution de taille au développement de l'industrie et à l'amélioration des conditions de vie

#### 1991 : Lancement de la coopération japonaise

La quatrième centrale thermique, la plus grande centrale de Mongolie, produit 70 % de l'électricité du pays. Autrefois, la Mongolie bénéficiait de la coopération de l'Union soviétique. Toutefois, après la démocratisation du pays, les techniciens soviétiques sont partis et l'approvisionnement en combustible a été interrompu, ce qui a nuit au bon fonctionnement de la centrale et provoqué de fréquentes coupures de courant dans les villes, avec un impact considérable sur la vie des gens.

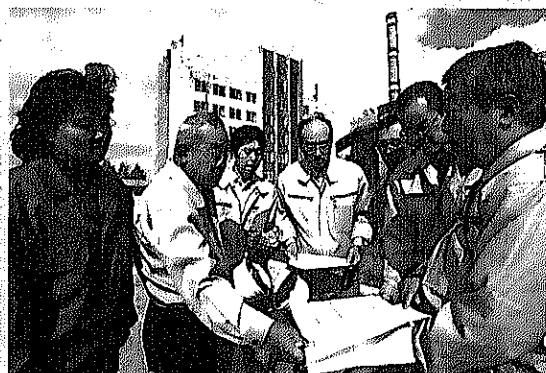
Dans ce contexte, le Japon a lancé en 1991 une coopération financière non remboursable, destinée à l'achat d'équipements. En octobre 1995, des prêts en yens ont été accordés pour la modernisation de quatre chaudières et en 1996, des experts des centrales électriques ont entamé l'encadrement des techniciens. À partir de 2002, des volontaires seniors ont été détachés, en équipes, dans la centrale, pour assurer des formations sur son fonctionnement. Dans un premier temps, les volontaires ont été sidérés par le rythme de travail du personnel mongol. Puis ils ont déployé des efforts considérables pour communiquer avec leurs interlocuteurs, avec beaucoup de patience.

#### Amélioration spectaculaire de la qualité de l'encadrement et du niveau technologique

Résultat de cette aide, le nombre de coupures a considérablement baissé, ce qui a permis de développer le secteur industriel et d'améliorer les conditions de vie de la population. Par ailleurs, la qualité de l'encadrement et le niveau de la technologie de la centrale ont connu une amélioration sensible, permettant à la centrale de devenir bénéficiaire à nouveau, et de rembourser elle-même les prêts en yens. Le directeur de la centrale ne manque pas d'affirmer : « N'oublions pas ce que le Japon a fait pour nous. Ce pays a été le premier à nous tendre la main, au moment où nous en avions le plus besoin. Nous devons cesser de dépendre du Japon et nous efforcer davantage d'être autonomes. » La Mongolie a même demandé une coopération technique dont elle supporte les frais pour réparer les chaudières, travaux qui

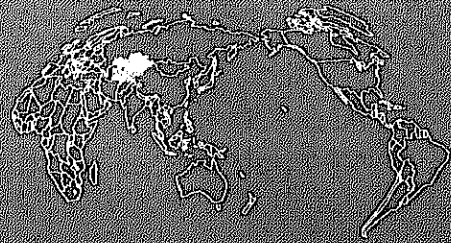
devaient à l'origine être couverts par une aide financière non remboursable. Après le séisme de Niigata Chuetsu en 2004, tous les employés de la centrale, soit presque 1 200 personnes, sont venus travailler pendant leurs jours de congé afin de reverser les rémunérations perçues pour les heures supplémentaires (environ 1,3 million de yens) aux secours d'urgence. C'est dire si les Mongoles apprécient sincèrement la coopération technique assurée par le Japon dans le passé.

(Bureau de la JICA en Mongolie)



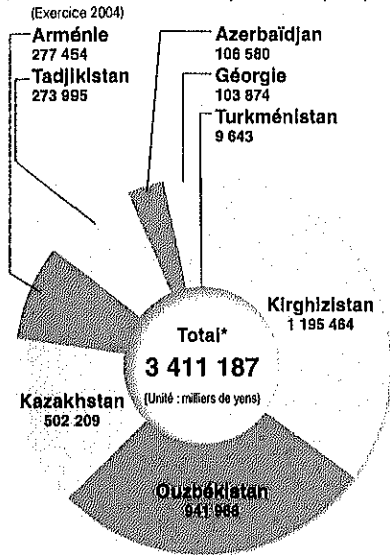
Ces volontaires seniors travaillent dans la centrale électrique. Photo : Kenshiro Imamura

# Asie centrale et Transcaucasie



Piliers de l'aide Création de systèmes démocratiques et transition vers une économie de marché

## Résultats de la coopération par pays



\*Montant total de la coopération fournie aux pays mentionnés

De tout temps, l'Asie centrale et la Transcaucasie ont occupé une position stratégique sur la route de la Soie qui reliait l'Europe et l'Asie. Depuis des temps immémoriaux, ces deux régions sont un lieu de commerce et de brassage des populations. Située aux confins de grands pays, comme la Russie et la Chine, mais aussi de l'Afghanistan, de l'Iran et de la Turquie, cette région n'a pas perdu de son importance. Les ressources pétrolières et gazières de la mer Caspienne lui valent de susciter un intérêt croissant en tant que nouvelle région productrice d'énergie.

Presque quinze ans ont passé depuis l'effondrement de l'Union soviétique et l'accession à l'indépendance des pays de la région, en 1991. Durant cette période, les pays richement dotés en ressources naturelles ont connu un développement économique soutenu. Certains ont réalisé de grands progrès dans la transition vers l'économie de marché. D'autres, en revanche, conservent un système politique et économique fermé et certains ont sombré dans la guerre civile après l'indépendance. Ainsi, divers rythmes et types de développement coexistent au sein de la région.

Durant l'ère soviétique, le gouvernement de

Moscou exerçait une main-mise sévère et imposait une nette division du travail entre ces différents pays. En conséquence, certains ne possèdent pas encore de systèmes socioéconomiques bien développés. Parmi les enjeux communs à ces États, citons la mise en place de structures démocratiques et l'évolution vers une économie de marché. Tous sont également confrontés à l'insuffisance de ressources humaines qualifiées pour mener à bien ces réformes. De plus, les populations des régions rurales sont durement touchées par la pauvreté et le chômage engendrés par la crise économique qui a accompagné l'accession à l'indépendance.

Les efforts d'aide de la JICA portent sur le conseil en matière de politiques et sur le développement des ressources humaines pour le passage à une économie de marché et la modernisation de l'infrastructure de base, compte tenu du stade de développement de chaque pays. Dans le domaine de l'éducation et de la santé, la coopération intègre la perspective de la sécurité humaine. Enfin, certains problèmes comme la pollution de l'environnement, qui n'étaient pas pris en compte durant l'ère soviétique, sont désormais pris au sérieux et intégrés aux programmes d'aide.

## État actuel du développement régional

### Un emplacement stratégique sur la route de la Soie

L'Asie centrale se compose de cinq pays – Ouzbékistan, Kazakhstan, Kirghizistan, Turkménistan et Tadjikistan – tandis que la Transcaucasie en réunit trois : l'Azerbaïdjan, l'Arménie et la Géorgie. Situées au cœur de l'Eurasie, ces deux régions couvrent ensemble une superficie de 4,2 millions de km<sup>2</sup>, et comptent environ 70 millions d'habitants. Elles occupent un emplacement stratégique sur « la route de la Soie », qui relia l'Orient et l'Occident. À compter des années 1920, les pays de la région furent intégrés à l'Union soviétique, mais ils retrouvèrent leur indépendance avec l'effondrement du bloc communiste, en 1991.

Sur le plan religieux, l'Islam a repris pied dans les cinq pays d'Asie centrale et en Azerbaïdjan ; toutefois, tous ces pays ont opté pour des institutions laïques, et le Coran n'y est pas interprété avec autant de rigueur que dans les pays fondamentalistes. L'Arménie et la Géorgie quant à elles sont dominées par le christianisme de l'Église orthodoxe, et elles ont toutes deux une culture, une langue et des caractéristiques propres. La région se caractérise par une mosaïque ethnique complexe, accueillant aussi des Turcs, des Slaves et des Iraniens.

### Des situations différentes sur les plans économique et politique

Depuis leur indépendance, tous ces pays ont réalisé des progrès dans la transition vers une économie de marché. Toutefois, d'importantes disparités demeurent sur le plan du développement économique, dues à la richesse des ressources naturelles ou à des différences dans la rapidité des réformes. Le Kazakhstan, le Kirghizistan ainsi que les trois pays de la Transcaucasie progressent résolument vers la libéralisation des échanges, la déréglementation, la privatisation des entreprises publiques et d'autres réformes structurelles. Le Kazakhstan et l'Azerbaïdjan enregistrent une croissance économique soutenue, grâce à l'exploitation des gisements pétroliers en mer Caspienne. En dépit des efforts entrepris pour libéraliser son économie, le Kirghizistan souffre toujours d'un endettement massif et doit s'atteler à la reconstruction de son économie et de son système financier. L'Ouzbékistan et le Turkménistan, quant à eux, ont pris leurs distances de ces programmes de réforme radicaux, et suivent leurs propres voies, plus lentes. Après des années de guerre civile et une reconstruction difficile, le Tadjikistan a engagé des réformes économiques dans une optique de développement durable.

L'agriculture demeure le principal secteur d'activité de la région. Dotée dans son ensemble d'un climat sec, l'Asie centrale a lancé des réformes structurelles afin de

**Cours d'informatique pour les sourds et les malentendants**

**Rendre autonomes les sourds et les malentendants**

**Pour les sourds et les malentendants, les perspectives d'emploi sont limitées.**

Dans le contexte actuel, il est extrêmement difficile pour les sourds et les malentendants de suivre une formation supérieure en Ouzbékistan. Privées de tout accès à des formations supérieures, ces personnes n'ont que peu de perspectives professionnelles. La plupart sont contraintes de travailler comme corbonniers, tailleurs ou dans certains services, comme la coiffure.

L'Association ouzbèke des sourds et des malentendants s'engage en faveur de la formation d'interprètes en langue des signes, pour permettre aux sourds et aux malentendants d'être autonomes sur le plan social. La JICA soutient ces formations depuis 2002, et 359 personnes venues des quatre coins d'Ouzbékistan y ont participé, dont des interprètes en langues des signes et des directeurs d'internats pour malentendants. La Fédération japonaise des malentendants et l'Institut universitaire de formation des maîtres du Hyogo ont envoyé des experts en Ouzbékistan. Par ailleurs, un séminaire sur les innovations du système éducatif en langue des signes a été organisé.

**Une formation en informatique au Centre Japon**

En 2005, le Centre Japon-Ouzbékistan pour le développement des ressources humaines a lancé une formation destinée aux sourds et aux malentendants, en coopération avec l'Association ouzbèke des sourds. Dans le cadre de cette formation, les personnes souffrant d'un déficit auditif apprennent à se servir d'un ordinateur, à utiliser des logiciels de bureau et à naviguer sur Internet, ce qui constitue une première en Ouzbékistan.

La première formation, suivie par 18 participants, a été assurée par un enseignant de l'Université pédagogique de Tachkent et par des intervenants chargés de la formation en informatique au Centre Japon-Ouzbékistan pour le développement des ressources humaines. Les formateurs étaient assistés par un interprète en langue des signes de l'Association ouzbèke des sourds. Les intervenants n'ont pas fourni leurs explications oralement, mais ils se sont servis des écrans des ordinateurs des participants. Cela a permis aux participants de découvrir la méthodologie utilisée et de lire les textes sur les écrans

de leurs ordinateurs ainsi que sur l'écran de démonstration. Ils ont pu poser des questions, traduites par l'interprète en langue des signes. À l'issue de la formation, la plupart des participants maîtrisaient les rudiments du fonctionnement de l'ordinateur et ils étaient capables d'utiliser un logiciel généraliste. Le Centre Japon-Ouzbékistan pour le développement des ressources humaines prévoit d'assurer de nouvelles formations destinées aux débutants et aux utilisateurs intermédiaires, dans l'objectif d'encourager l'auto-assistance des sourds et malentendants.

(Bureau de la JICA en Ouzbékistan)



Le Centre Japon-Ouzbékistan pour le développement des ressources humaines a assuré une formation destinée aux sourds et aux malentendants.

remplacer les monocultures de coton héritées de l'époque soviétique, exigeant des systèmes d'irrigation à grande échelle.

Sur le plan des relations internationales, les pays de la région ont fondé en juin 2001 l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), avec la Chine et la Russie. Suite aux attentats du 11 septembre 2001 et les frappes aériennes qui ont suivi contre l'Afghanistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Kirghizistan ont autorisé les troupes américaines et européennes à se positionner sur leur territoire, ce qui a marqué un tournant sur le plan stratégique.

En Transcaucasie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie resserrent leurs liens avec l'Occident et avec la Turquie,

notamment dans le domaine de l'exploitation pétrolière et du développement des pipelines. L'Azerbaïdjan et l'Arménie, quant à eux, continuent à se disputer l'enclave du Nagorno-Karabakh.

**Démocratisation et lutte contre la pauvreté**

Dans la plupart des pays, des dirigeants arrivés au pouvoir à l'époque soviétique sont restés en place après l'indépendance. Toutefois, des mouvements démocratiques ont émergé récemment. La Géorgie a élu un nouveau président en janvier 2004, suivie par le Kirghizistan en juillet 2005. Depuis, des efforts de reconstruction ont été entamés dans ces deux pays.

En matière de développement, la lutte contre la pauvreté est l'enjeu commun à tous les pays d'Asie centrale et de Transcaucasie. Au Tadjikistan, qui a connu une guerre civile, et au Kirghizistan, gravement endetté, le produit national brut (PNB) est extrêmement bas, s'élevant à respectivement 210 et 340 dollars (chiffres de la Banque mondiale pour 2003). D'autres pays connaissent eux-aussi des disparités de revenus entre les grandes villes et les régions rurales. La pauvreté constitue un problème grave, qui ne cesse de s'accroître.

Le Tadjikistan, le Kirghizistan, la Géorgie, l'Azerbaïdjan et l'Arménie ont d'ores et déjà formulé des cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté (CSLP) et ils ont entamé des programmes d'engagement national (en cours d'élaboration en Ouzbékistan). Pour remédier aux problèmes de pauvreté, il paraît urgent de favoriser la création d'emplois et de mettre en place un système de protection sociale.



Une JOCV apprend l'origami aux enfants (Ouzbékistan).

# Questions prioritaires dans les projets de la JICA

## Encourager le développement autonome des pays indépendants

En juillet 1997, le premier ministre japonais Ryutaro Hashimoto annonçait que le Japon œuvrerait en faveur d'une « diplomatie de la route de la Soie » dans la région. Pour favoriser le développement autonome de la région, la JICA a fait porter ses efforts sur quatre domaines : (1) appui à la transition vers une économie de marché ; (2) développement des infrastructures socio-économiques ; (3) coopération dans les secteurs sociaux, comme la santé et l'éducation et (4) protection de l'environnement.

L'aide à la transition vers une économie de marché recouvre l'aide aux petites et moyennes entreprises, le soutien d'une adhésion à l'OMC, l'aide à la mise en place de systèmes juridiques, la création des institutions, et le développement des ressources humaines pour permettre des réformes dans le système financier. Pour ce qui est des infrastructures socio-économiques, la JICA a contribué à la formulation de plans directeurs pour la modernisation du système ferroviaire, des routes, des aéroports et du réseau de distribution d'eau. Dans le secteur social, des réformes institutionnelles se mettent en place dans le domaine de la santé. Un soutien est apporté aux politiques concernant les réformes éducatives et l'entretien des équipements. Enfin, sur le plan de la lutte contre la pauvreté, une coopération est assurée pour permettre un soutien au niveau local, en intégrant la perspective de la sécurité humaine.

Signalons par ailleurs que la JICA a fondé des Centres Japon en Ouzbékistan, au Kazakhstan et au Kirghizistan. Ces centres proposent en permanence des cours de gestion afin de former des ressources humaines capables d'accompagner la transition vers une économie de marché. Ils dispensent également des cours de japonais et

organisent des activités pour mieux faire connaître le Japon et améliorer la compréhension mutuelle entre les peuples.

## La coopération entre dans une nouvelle phase

En août 2004, le premier ministre Yoriko Kawaguchi s'est rendu en Asie centrale, pour y proposer un nouveau dispositif « Asie centrale-Japon », accepté par tous les pays. Réaffirmant la poursuite de la coopération traditionnelle, ce dispositif souligne l'importance d'une coopération intra-régionale sur des questions communes à toute la région, comme le terrorisme, la lutte contre la drogue, les transports, les ressources en eau et en énergie, le commerce et la protection de l'environnement. La JICA a été invitée à participer activement à ce dispositif.



Les participants à une formation assurée par le Centre Japon-Ouzbékistan pour le développement des ressources humaines présentent leurs travaux de kaxizome (premières calligraphies de l'année) (Ouzbékistan).

## Sur le Terrain

### Turquie - Projet d'économie d'énergie

#### Économies d'énergie : Transférer la technologie de la Turquie aux régions périphériques

##### Transfert de la technologie japonaise en matière d'économies d'énergie

En 2020, le taux de dépendance de la Turquie vis-à-vis de sources d'énergie étrangères devrait atteindre 80 %. Par conséquent, il est prioritaire d'agir pour économiser l'énergie produite dans le pays. Dans ce contexte, la JICA a lancé en août 2000 un projet de coopération technique au Centre national des économies d'énergie, destiné à transférer la technologie japonaise en matière d'économies d'énergie. En effet, depuis la crise pétrolière, le Japon a atteint le meilleur niveau mondial dans ce domaine. Les activités suivantes y sont menées : (1) amélioration de la qualité des formations, (2) établissement de diagnostics dans les usines et (3) relations publiques et conseils.

##### Transmission des informations

##### aux pays voisins et à ceux d'Asie centrale

Une formation internationale a été lancée en 2002, pour permettre aux résultats obtenus dans le cadre de la formation en Turquie d'être diffusés dans les pays voisins. En juin de la même année, cette formation a été accueillie par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), réunissant des cadres du secteur de l'énergie de sept pays d'Asie centrale et d'Asie de l'Ouest, dont l'Ouzbékistan. En octobre 2003, la JICA a assuré une formation à laquelle ont participé huit pays, dont des États de la mer Noire comme la Bulgarie. En 2004, une nouvelle formation s'est adressée à 11 pays, dont la Macédoine et d'autres pays d'Europe centrale. Des pays d'Europe de l'Est et des États membres de l'ex-Union soviétique

participeront à la formation prévue en 2005.

Ainsi, la technologie transférée à la Turquie est à son tour transmise depuis l'Asie centrale et occidentale vers des pays de la mer Noire, des pays d'Europe centrale et orientale, et d'anciens pays membres de l'Union soviétique, contribuant à la diffusion des résultats de ce projet.

(Bureau de la JICA en Turquie)



Quantité de participants venus d'Asie centrale ont suivi des formations.